

CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA MONTÉE EN DÉBIT
CONTRIBUTION D'EUTELSAT

Le document soumis à consultation publique par l'ARCEP sur la montée en débit concerne principalement la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle. Toutefois, comme le souligne l'ARCEP dans ce document, dans les zones très peu denses, les coûts que suppose l'accès cette sous-boucle seront vraisemblablement excessifs là où d'autres types de réponses techniques pourraient être utilisés pour offrir des débits accrus aux utilisateurs.

1 / UNE MONTÉE EN DÉBIT IMMINENTE PAR SATELLITE...

Pour les zones très peu denses, des solutions hertziennes telles le Wimax et le Wifi sont avancées par l'ARCEP pour permettre une montée en débit, mais par leur nature même de réseaux terrestres, leur déploiement restera progressif et connaîtra lui aussi des limites territoriales en raison des coûts croissants dès que l'on s'éloigne des zones les plus peuplées du territoire.

Le satellite, également présenté par le document de l'ARCEP comme solution complémentaire pour ces zones, est alors la solution idéale à la fois pour les utilisateurs qui disposent déjà d'un accès Internet via les technologies terrestres mais à des débits très limités, mais également pour ceux ne disposant à l'heure actuelle d'aucune alternative.

En effet, l'avantage du satellite est qu'une fois en orbite son service est immédiatement disponible partout sur le territoire, pour tous, avec un coût d'équipement par foyer fixe et indépendant du lieu, de la configuration topographique et du nombre d'habitants de la zone concernée, contrairement aux réseaux terrestres.

Pour réduire la fracture numérique du haut débit, Eutelsat propose depuis 2007 un service d'accès à Internet, Tooway, permettant de disposer de 3,6 Mbps en voie descendante et 384 kbps en voie montante. La montée en débit dans le cadre de ce service est déjà prévue puisque, grâce au lancement de KA-SAT, un satellite dédié à la fourniture de services haut débit, ces performances seront respectivement portées à 10 Mbps et 1 Mbps en 2010 pour chaque utilisateur, actuel ou futur, du système.

Dans l'hypothèse où les collectivités financeraient substantiellement la montée en débit dans les zones peu denses, il est vraisemblable que la solution satellitaire soit la plus économique. En effet, en dehors de l'abonnement mensuel qui reste à la charge de l'utilisateur et ne s'accompagnera pas de hausse de tarifs en 2010, le coût d'équipement, qui pourrait être pris en charge par la collectivité, est dans tous les cas de l'ordre de 600 € par utilisateur (400 € pour l'acquisition de l'équipement et 150-200 € pour son installation éventuelle), là où il est systématiquement croissant avec toute solution terrestre.

Par conséquent, il nous semble que, pour ce qui concerne les zones peu denses, la solution satellitaire est certainement la solution la plus pertinente permettant de garantir une montée en débit dans des conditions économiques, en complément des autres techniques de montée en débit à mettre en œuvre sur le reste du territoire.

2 / ...PRÉPARANT L'ARRIVÉE DU TRÈS HAUT DÉBIT PAR SATELLITE EN 2014/2015

En parallèle de l'évolution de notre service et de la montée en débit qui sera offerte à partir de l'année prochaine, Eutelsat travaille d'ores et déjà, en partenariat avec l'industrie spatiale française et le CNES, à une proposition de satellite à très haut débit, MEGASAT, destiné à réduire la fracture numérique de la fibre et des autres types de solutions terrestres.

Ce satellite, qui pourrait être opérationnel à horizon 2014/2015, serait capable d'offrir à ses clients un débit quintuplé, voire décuplé, par rapport aux meilleurs satellites de la génération actuelle (y compris KA-SAT mentionné précédemment). Typiquement, un service à 50 Mbps pourrait être disponible pour 500 à 800 000 foyers mais également PME, administrations, écoles ou hôpitaux, à des tarifs totalement identiques à ceux de la fibre en terrestre (30 à 45 € par mois).

Le coût de raccordement par abonné, égal en tout point du territoire, serait de l'ordre de 1500 à 2000 € (infrastructure satellitaire + équipement de l'utilisateur), là où encore une fois dans le cas des réseaux terrestres il augmente de manière drastique dès que l'on s'éloigne des zones denses. Compte tenu de son rôle au service de la réduction de la fracture numérique du très haut débit, nous avons proposé avec nos partenaires que MEGASAT soit éligible aux financements du Grand Emprunt.

MEGASAT, qui arrivera quelques années après notre satellite dédié au haut débit, KA-SAT, s'articulera parfaitement avec ce dernier. En effet, en plus d'accroître considérablement le nombre de foyers desservis en France, nous aurons également la possibilité de mettre en place des offres totalement adaptées aux besoins des utilisateurs. Certains souhaiteront du très haut débit dont ils pourront disposer à des coûts identiques à ceux de la fibre ; pour d'autres au contraire, des offres à 10 Mbps répondront pleinement à leurs besoins et ils se verront proposer des tarifs en conséquences moins élevés.

Ainsi, contrairement aux techniques d'accès à la sous-boucle proposées dans le document de l'ARCEP soumis à consultation, envisagées essentiellement comme des solutions temporaires en attente de l'arrivée de la fibre, MEGASAT offrira quant à lui une vraie solution « très haut débit » pérenne pour les zones peu denses dès 2014/2015, en complément à la fibre qui ne sera jamais déployée sur l'ensemble du territoire.